



# Nous n'y croyons plus du tout ?

## CSAL DIPA du 02 octobre

Monsieur le président,

Nous sommes réunis aujourd'hui, le 2 octobre, pour la convocation d'un CSA. Ah, les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024... quelle belle parenthèse enchantée ! Des médailles, des transports en commun ponctuels (oui, oui, vous avez bien entendu), et la vasque olympique s'élevant majestueusement dans le ciel... Un souvenir impérissable ! Mais hélas, la fête est finie : la vasque est démontée, les Phryges sont partis pointer chez France Travail, et les goodies sont bradés sur Le Bon Coin. Retour brutal à la réalité : la politique d'appauvrissement du travail, où certains agents ne peuvent plus payer autre chose que leurs factures, et où l'attractivité de la fonction publique est devenue aussi vivante qu'une statue grecque.

"Mais ne vous inquiétez pas ! L'heure est aux économies (pour qui ? Mystère...). Une fois de plus, on s'attaque aux agents malades, car, visiblement, tomber malade est désormais considéré comme une faute professionnelle. Le rapport IGF/IGAS de juillet 2024 propose la punition suprême : encore plus de jours de carence ! Moins de salaire ! Mais rassurez-vous, c'est pour le bien des finances publiques. Le Sénat, jamais à court d'idées, propose dans un récent rapport l'instauration d'une deuxième journée de solidarité, entraînant la suppression d'un second jour férié. Et pour bien clarifier tout cela, ils envisagent de rationaliser les autorisations spéciales d'absence (ASA). Ah oui, surtout pour les parents qui, comme chacun le sait, adorent poser des jours pour s'occuper de leurs enfants malades... Contrairement aux salariés du privé, qui ont sûrement trouvé un remède miracle contre les angines infantiles. Et quelle douce surprise pour la rentrée ! Entre la hausse des impôts locaux, les régularisations d'impôt sur le revenu, et la flambée des prix du quotidien, c'est Noël avant l'heure — mais avec moins de cadeaux et plus de taxes."

L'urgence demeure la question des rémunérations. Nous attendons toujours la revalorisation du régime indemnitaire pour l'ensemble des personnels douaniers. Il est impératif de reconnaître l'amélioration des compétences professionnelles à travers toute la profession. Mais, patience, tout vient à point à qui sait attendre... ou pas. L'UNSA Douanes DIPA restera toujours présente et mobilisé pour agir dans l'intérêt des douaniers et de notre administration, pour défendre nos missions, obtenir plus de moyens pour les réaliser et améliorer les conditions de travail de nos collègues.

À l'ordre du jour figure le bilan des Lignes Directrices de Gestion, ces fameuses LDG, que nous jugeons iniques. Depuis l'instauration des LDG mutation, les postes en Avis Vacance de Poste (AVP) ne cessent de progresser. Sur la DIPA, le ratio entrées-sorties est déficitaire, ce n'est pas les sorties de stage qui combleront le sous-effectif. Il faut une politique ambitieuse d'attractivité, nous revendiquons notamment la mise en place de l'Indemnité Temporaire de Mobilité et d'une prime de fidélisation pour la DIPA, comme c'est le cas en police (avec l'indemnité de fidélisation et un complément d'indemnité de fidélisation). La "prime 93" trop restrictive et inégalitaire, oblige au remboursement du fractionnement perçu lorsque l'agent quitte son poste avant 5 ans.

Sur les LDG Promotion, nous avons raison de claquer la porte dès le départ, dénonçant l'obscurantisme et l'arbitraire. Face aux inégalités de traitement à venir, il n'y a plus aucun contre-pouvoir. L'administration choisit seule les candidats, selon des décisions managériales fondées sur l'entre-soi. Nous avons refusé de cautionner cette mascarade et parodie de dialogue. Ces décisions marquent un recul fondamental des droits des personnels et créent une ghettoïsation au sein des services. Face à cette sinistrose, une des réponses à cette situation ne serait-elle pas, comme nous le revendiquons, une attribution plus généreuse de promouvables en Liste d'Aptitude, rien que pour notre inter-région et pour les agents de notre Direction ? Au final, le désamour est tel que, loin de débloquer le fonctionnement des services comme le promettait le législateur, les LDG grippent leur bon fonctionnement. Le sujet de l'attractivité passera également par des LDG remaniées.

Ce que nous pressentions se traduit par un naufrage. Le faible taux de participation à l'enquête interne (seuls 397 agents ont répondu) parle pour nous. Si les agents râlent, expriment leur ressentit c'est qu'ils aiment leur métier, veulent y croire, mais pour ceux qui n'ont pas répondu. Est-ce un signe de démission collective ? Nous relevons : "Inquiétude, désabusé, manque de communication, manque de considération, management trop éloigné, manque de soutien et d'écoute, augmentation de la charge de travail..." c'est la fête à la déprime.

Nous invitons l'administration à relire nos déclarations liminaires. Nous n'avons de cesse de l'alerter sur cette situation. Où est le plan d'action pour rétablir la confiance afin que les agents puissent croire à un projet collectif et cohérent ? Pas de panique, la politique d'attractivité est là ! Enfin, elle est quelque part...

Il reste un rayon de lumière, le pôle prévention; qui est d'un soutien solide. Acteur reconnu par les agents, il apporte une clarté dans ses actions. Nous ne pouvons que saluer leur travail quotidien, car ils sont le réceptacle du mal-être des agents, des collectifs de travail en souffrance, s'efforçant d'apporter des solutions concrètes. Évitions l'effet placebo.

Nous revenons également sur notre dernier tract intitulé "Toujours vouloir faire plus, mais avec rien de plus". C'est comme demander à un pizzaiolo de cuire trois pizzas avec un seul morceau de bois. Il est incohérent d'exiger des agents qu'ils soient constamment présents, qu'ils ne prennent plus la moindre initiative, qu'ils gèrent des contentieux avec des effectifs réduits, tout en leur offrant toujours moins de reconnaissance. La réduction de l'enveloppe des compensations exceptionnelles en est un exemple frappant. D'ailleurs, de combien a-t-elle diminué par rapport à l'année dernière ? Dans ces conditions, on voit mal comment l'Administration pourrait motiver ses agents dans les années à venir. Si cela continue ainsi, plus personne n'y croira. Peut-être qu'on devrait envisager de remonter la vasque olympique à nouveau, juste pour la motivation